

Le 5 avril 2022



Objet : Demande d'accès du 22 mars 2022
N/D : 225255DAJ

Monsieur,

En réponse à votre demande du 22 mars dernier, vous trouverez ci-joints une copie du rapport d'intervention ainsi qu'une copie des photos détenues au dossier DPI4344390 concernant l'entreprise Brasserie La Souche - Stoneham inc.

Conformément aux articles 53 et 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ, c. A-2.1 (ci-après la « Loi sur l'accès »), et 174 de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*, RLRQ, c. S-2.1, les documents ont été élagués et dépersonnalisés afin de protéger le caractère confidentiel ou personnel de certains renseignements qu'ils contiennent.

Toutefois, nous ne pouvons donner suite à votre demande en ce qui concerne les notes de l'inspecteur. En effet, le droit d'accès ne s'étend pas aux notes personnelles inscrites sur un document, ni aux esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature tel qu'il appert de l'article 9 de la *Loi sur l'accès*.

Nous devons vous informer que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. Nous joignons une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Commission des normes, de
l'équité,
de la santé et de la sécurité du
travail

cnesst.gouv.qc.ca

Unité dédiée, accès à l'information
1600, av. D'Estimauville, 7e étage, secteur 4
Québec (Québec) G1J 0H7

Espérant le tout à votre satisfaction, veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

La substitut du responsable de l'accès aux documents et
de la protection des renseignements personnels,



Sarah-Ève Sénéchal, Avocate

Sarah-Eve.Senechal@cnesst.gouv.qc.ca

Tél. : 418 266-4900 poste 

Télec. : 418 528-7245

SES/nb

p. j.

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Commission d'accès à l'information
Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Tél : (418) 528-7741
Télec : (418) 529-3102

MONTRÉAL

Commission d'accès à l'information
Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4

Tél : (514) 873-4196
Télec : (514) 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

L.R.Q., chapitre A-2.1

**LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES
ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA
PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS**

CHAPITRE II
ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS

SECTION I
DROIT D'ACCÈS

9. Toute personne qui en fait la demande a droit d'accès aux documents d'un organisme public.

Ce droit ne s'étend pas aux notes personnelles inscrites sur un document, ni aux esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature.

1982, c. 30, a. 9.

L.R.Q., chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

CHAPITRE III PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

SECTION I CARACTÈRE CONFIDENTIEL DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

53. Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants:

1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation; si cette personne est mineure, le consentement peut également être donné par le titulaire de l'autorité parentale;

2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis-clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion.

1982, c. 30, a. 53; 1985, c. 30, a. 3; 1989, c. 54, a. 150; 1990, c. 57, a. 11; 2006, c. 22, a. 29.

L.R.Q., chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

CHAPITRE III PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

SECTION I CARACTÈRE CONFIDENTIEL DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

54. Dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et permettent de l'identifier.

1982, c. 30, a. 54; 2006, c. 22, a. 110.

L.R.Q., chapitre S-2.1

LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

CHAPITRE IX

LA COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

SECTION II

LES FONCTIONS DE LA COMMISSION

174. La Commission assure le caractère confidentiel des renseignements et informations qu'elle obtient; seules des analyses dépersonnalisées peuvent être divulguées.

Malgré le premier alinéa, la Commission peut communiquer à la Régie du bâtiment du Québec tout renseignement nécessaire à l'application de la Loi sur le bâtiment (chapitre B-1.1). De même, elle peut communiquer à la Commission de la construction du Québec tout renseignement nécessaire à l'application de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (chapitre R-20). Elle peut également communiquer au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale tout renseignement relatif à une indemnité ou à un paiement d'assistance médicale qu'elle verse ou qu'elle est susceptible de verser à une personne et qui est nécessaire à l'application de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1).

RAPPORT D'INTERVENTION SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL

Date et heure du début de l'intervention	Dossiers d'intervention	Date du rapport	Numéro du rapport
16 mars 2022 à 14:00	DPI4344390	21 mars 2022	RAP1379195

Destinataire	Lieu de travail
Numéro d'employeur : [REDACTED] Brasserie La Souche - Stoneham inc. 22, 1re Avenue Stoneham-et-Tewkesbury (Québec) G3C 0K7 Représentant de l'employeur Monsieur A [REDACTED]	Numéro : [REDACTED] Brasserie La Souche - Stoneham inc. 22, 1re Avenue Stoneham-et-Tewkesbury (Québec) G3C 0K7

Inspecteurs	Numéro
Rédigé par : François Lachance	21292

Observations

Objet de l'intervention

Intervention ayant pour but de vérifier la mise en application de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* et de la réglementation applicable à la gestion des matières dangereuses.

Personnes rencontrées

Madame B [REDACTED]

Monsieur C [REDACTED]

Travailleurs sur place

Présentation du lieu de travail

L'entreprise Brasserie La Souche- Stoneham inc. œuvre dans le secteur d'activité 21-Autres

Une personne qui s'estime lésée par un ordre ou une décision d'un inspecteur peut présenter une demande de révision dans un délai de 10 jours. Un formulaire Demande de révision est disponible au cnesst.gouv.qc.ca/sst. Il est à noter que même si une telle demande est soumise, l'ordre ou la décision prend effet immédiatement (LSST, art.191).

RAPPORT D'INTERVENTION

Dossiers d'intervention	Date du rapport	Numéro du rapport
DPI4344390	21 mars 2022	RAP1379195

services commerciaux et personnels et se spécialise dans la brasserie de bière et les services de restauration. Elle emploie environ 60 travailleurs non syndiqués œuvrant de jour, soir et fin de semaine.

Gestion de la santé et sécurité du travail

Je discute avec les parties présentes afin d'en apprendre davantage sur leur gestion de la santé et sécurité. Ceux-ci me confirment que :

- Des travailleurs sont formés à titre de secouristes en milieu de travail;
- Une trousse de premiers secours est disponible dans le milieu de travail;
- Un plan de prévention est élaboré et disponible sur les lieux;
- Des formulaires de déclaration et d'enquête des accidents de travail sont disponibles et compilés par l'employeur;
- Lors de l'arrivée d'un nouveau travailleur, les règles de sécurité sont données au travailleur et une tournée des lieux est effectuée. Par la suite, le travailleur est jumelé à un travailleur d'expérience. Il n'y a pas de programme d'accueil et de formation formel au sein de l'entreprise. Je demande à l'employeur d'élaborer un programme d'accueil et de formation pour les nouveaux travailleurs afin de les informer des risques présents dans le milieu de travail et dans leurs tâches. **La dérogation #1 est émise.**

Le programme de prévention constitue l'outil privilégié par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), pour assurer la prise en charge de la prévention par les milieux de travail.

Déroulement de l'intervention

Je rencontre les parties listées ci-dessus et leur explique le but de mon intervention. Je recueille des informations générales sur l'entreprise et effectue une visite des lieux. Je discute avec certains travailleurs sur place et des photos sont prises. À la fin de l'intervention, j'effectue un récapitulatif auprès des parties.

Description des observations et informations recueillies

Demande externe

J'informe les parties de la réception d'une demande externe déclarant les éléments suivants :

Une personne qui s'estime lésée par un ordre ou une décision d'un inspecteur peut présenter une demande de révision dans un délai de 10 jours. Un formulaire *Demande de révision* est disponible au cnesst.gouv.qc.ca/sst. Il est à noter que même si une telle demande est soumise, l'ordre ou la décision prend effet immédiatement (LSST, art.191).

RAPPORT D'INTERVENTION

Dossiers d'intervention	Date du rapport	Numéro du rapport
DPI4344390	21 mars 2022	RAP1379195

- Les travailleurs ne seraient pas formés sur le SIMDUT pour les volets théorique et pratique tel que prescrit par la loi;
- Les bassins de rétention ne seraient pas assez grands pour contenir les déversements de produits dangereux;
- Les travailleurs n'auraient pas les bons ÉPI pour travailler avec les produits dangereux;
- Il n'y aurait pas de ségrégation des produits dangereux d'effectuée dans l'établissement en ce qui a trait à l'entreposage non conforme;
- Le presto serait défectueux et ne s'arrête pas immédiatement.

SIMDUT

Formation

L'employeur me confirme que les brasseurs, les cuisiniers et les travailleurs pouvant manutentionner ou utiliser des matières dangereuses ont suivi la formation portant sur le SIMDUT 2015.

Fiches de données de sécurité

Un cartable contenant les fiches de données de sécurité des produits présents sur les lieux de travail est disponible dans la zone de brassage.

Ségrégation des produits dangereux

Les produits majoritairement utilisés sont des produits corrosifs acide et basique afin de nettoyer les cuves de brassage.

Je constate la présence de deux zones d'entreposage. Une zone regroupant les produits corrosifs acides et une autre regroupant les produits corrosifs basiques.

Des bassins de rétention sont utilisés pour recueillir les fuites potentielles. Toutefois, je constate que la quantité de produits entreposés sur les bassins excèdent le volume de récupération possible des bassins. J'informe l'employeur qu'il doit encadrer l'entreposage et la séparation des matières dangereuses pouvant entraîner une réaction en cas de mélange. **La dérogation #2 est émise.**

Une personne qui s'estime lésée par un ordre ou une décision d'un inspecteur peut présenter une demande de révision dans un délai de 10 jours. Un formulaire *Demande de révision* est disponible au cnesst.gouv.qc.ca/sst. Il est à noter que même si une telle demande est soumise, l'ordre ou la décision prend effet immédiatement (LSST, art.191).

RAPPORT D'INTERVENTION

Dossiers d'intervention	Date du rapport	Numéro du rapport
DPI4344390	21 mars 2022	RAP1379195

Par ailleurs, une zone d'entreposage des matières dangereuses est située dans une zone de passage où des transpalettes sont utilisés. J'informe l'employeur qu'il doit veiller à ce que les zones d'entreposages soient situées à des endroits où les risques de chocs et de déversements sont limités au minimum. **La dérogation #3 est émise.**

Gestion des équipements de protection individuels

Je constate la présence d'un tablier en caoutchouc et d'une visière près d'une zone d'entreposage des matières dangereuses. J'informe l'employeur qu'il doit encadrer les activités nécessitant le port d'équipements de protection. **La dérogation #4 est émise.**

Je constate la présence d'une douche oculaire dans la zone de brassage.

Gestion des déversements accidentels

L'employeur me confirme qu'il ne dispose pas d'une procédure et d'équipements permettant de contenir et de recueillir un déversement de matières dangereuses. **Les dérogations #5 et 6 sont émises.**

Hotte de laboratoire

Je constate la présence d'une hotte de laboratoire dans le laboratoire de l'organisation. L'employeur me démontre que les tests de calibration annuelle sont effectués afin de valider l'efficacité d'aspiration de la hotte.

Gestion de la protection respiratoire

Suivant la lecture des fiches de données de sécurité, je constate que certains produits nécessitent le port d'un masque à cartouche lors de l'utilisation desdits produits.

L'employeur m'informe que les travailleurs n'utilisent pas un masque de protection lors de l'utilisation desdits produits pour le moment.

Ainsi j'informe l'employeur qu'il doit :

Une personne qui s'estime lésée par un ordre ou une décision d'un inspecteur peut présenter une demande de révision dans un délai de 10 jours. Un formulaire *Demande de révision* est disponible au cnesst.gouv.qc.ca/sst. Il est à noter que même si une telle demande est soumise, l'ordre ou la décision prend effet immédiatement (LSST, art.191).

RAPPORT D'INTERVENTION

Dossiers d'intervention	Date du rapport	Numéro du rapport
DPI4344390	21 mars 2022	RAP1379195

- Créer un programme de protection respiratoire encadrant les tâches et les produits nécessitant une protection respiratoire. **La dérogation #7 est émise;**
- Déterminer la protection respiratoire nécessaire selon les FDS et les offrir aux travailleurs utilisant les matières dangereuses. **La dérogation #8 est émise.**
- Offrir un test d'ajustement annuel aux travailleurs utilisant des masques faciaux à cartouches. **La dérogation #9 est émise.**

Chariot élévateur

Un chariot élévateur électrique est présent sur les lieux. Les travailleurs détiennent leurs cartes de cariste permettant la conduite du chariot. Un dispositif de connexion rapide est présent sur la batterie.

Inspection périodique

L'employeur me confirme que le chariot élévateur est neuf. J'informe l'employeur que lors de l'achat d'un chariot élévateur neuf, l'inspection annuelle n'est pas obligatoire l'année de l'achat considérant que le fabricant vend un produit conforme aux normes applicables.

Toutefois, l'inspection périodique avant l'utilisation est une obligation légale. J'informe l'employeur qu'avant la première utilisation de la journée, le travailleur doit effectuer une inspection du chariot élévateur et consigner le résultat de l'inspection. **La dérogation #10 est émise.**

Sécurité des machines

Presto

Un presto est présent dans le laboratoire de l'entreprise. L'employeur m'informe avoir effectué des réparations récemment afin d'assurer une utilisation sécuritaire du presto.

Machine à canner

Une machine est présente sur les lieux afin de canner les bières de l'entreprise. Pour des fins d'analyse, je divise la machine en 2 parties, soit le convoyeur à canettes et la station de remplissage.

RAPPORT D'INTERVENTION

Dossiers d'intervention	Date du rapport	Numéro du rapport
DPI4344390	21 mars 2022	RAP1379195

Convoyeur à canettes

Un convoyeur est utilisé afin d'acheminer les canettes à la station de remplissage. Je constate la présence de convoyeurs non sécurisés en hauteur.

Considérant que les travailleurs utilisent un escabeau afin d'accéder aux convoyeurs, j'informe l'employeur qu'il doit sécuriser les pignons en mouvement des convoyeurs ou d'incorporer une procédure de cadenassage éliminant le mouvement du convoyeur lorsqu'un travailleur souhaite y accéder. **La dérogation #11 est émise.**

Station de remplissage

Une enceinte de sécurité interverrouillée est présente autour des mécanismes de remplissage et de scellage des canettes. Toutefois, je constate la présence d'une ouverture permettant l'accès aux pièces en mouvement permettant le scellage des canettes. J'informe l'employeur qu'il doit refermer l'ouverture ou encadrer l'accès à la zone dangereuse. **La dérogation #12 est émise.**

Mezzanines

Des mezzanines sont construites et utilisées pour l'entreposage de palettes. L'employeur m'informe qu'il ne connaît pas la capacité de charge des mezzanines. Considérant que du matériel y est entreposé et qu'une section est utilisée à titre de poste fixe, j'informe l'employeur qu'il doit déterminer la capacité de charge des mezzanines ou de retirer le matériel entreposé. **La dérogation #13 est émise.**

Palettiers

Des palettiers sont présents sur les lieux. Je constate les éléments suivants :

- Les bases sont rivetées au sol;
- Des goupilles de sécurité sont présentes sur les lisses;
- Les montants d'échelle sont adéquatement positionnés;
- Du grillage de type MeshDeck est présent sur chaque alvéole;
- Des palettes à usages multiples sont utilisées dans les alvéoles;
- Les capacités de charge des alvéoles sont inconnues. J'informe l'employeur qu'il

RAPPORT D'INTERVENTION

Dossiers d'intervention	Date du rapport	Numéro du rapport
DPI4344390	21 mars 2022	RAP1379195

doit déterminer la capacité de charge des alvéoles afin d'éviter un surchargement.
La dérogation #14 est émise.

Cuisine

Mélangeur

Un mélangeur est présent sur les lieux. Je constate que la cuve et le protecteur de cuve sont interverrouillés. Toutefois, je constate que le protecteur n'est pas complet en ce sens que la partie arrière du protecteur est absente et permet l'accès au bras mélangeur en mouvement. L'employeur doit compléter le protecteur. **La dérogation #15 est émise.**

Robot Coupe

Un robot coupe dont le boîtier et la cuve sont interverrouillés est présent sur les lieux.

La permanence des correctifs est une priorité de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST). L'employeur doit s'assurer que les mesures mises en place pour protéger la santé et assurer la sécurité des travailleurs perdurent dans le temps.

Conclusion

Suite aux observations et aux informations recueillies lors de cette intervention, des dérogations sont constatées et sont inscrites dans l'avis de correction ci-joint.

Le cas échéant, les correctifs exigés dans l'avis de correction doivent être apportés dans les délais fixés, en vertu de l'article 184 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (LSST). Dans le cas contraire, des sanctions sont prévues par la Loi sur la santé et la sécurité du travail (LSST). Si une dérogation ne peut être corrigée dans le délai accordé, il est fortement recommandé de communiquer avec l'inspecteur.

Un suivi des dérogations sera effectué à l'échéance des délais de correction.

Je demeure disponible pour un complément d'information.

François Lachance, Inspecteur
Service de la prévention-inspection– Capitale-Nationale

Une personne qui s'estime lésée par un ordre ou une décision d'un inspecteur peut présenter une demande de révision dans un délai de 10 jours. Un formulaire *Demande de révision* est disponible au cnesst.gouv.qc.ca/sst. Il est à noter que même si une telle demande est soumise, l'ordre ou la décision prend effet immédiatement (LSST, art.191).

RAPPORT D'INTERVENTION

Dossiers d'intervention	Date du rapport	Numéro du rapport
DPI4344390	21 mars 2022	RAP1379195

Direction de la prévention-inspection – Capitale-Nationale et Centre-Nord
Direction générale des opérations en prévention-inspection – Capitale-Nationale et réseau régional

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

425, rue du Pont, 5e étage
Québec (Québec) G1K 9K5

Cellulaire : [REDACTED]

Tél : (418) 266-4000, poste [REDACTED]

Fax : (418) 266-4110

Courriel : francois.lachance@cnesst.gouv.qc.ca

**AVIS DE
CORRECTION**

Dossiers d'intervention	Date du rapport	Numéro du rapport
DPI4344390	21 mars 2022	RAP1379195

Dérogations

Le délai de l'avis de correction expire à la date indiquée à 23:59 heures.

Vous êtes obligé d'apporter dans le délai prescrit des corrections aux dérogations suivantes :

Employeur visé	Numéro
Brasserie La Souche - Stoneham inc.	

N°	Code de loi ou du règlement / Article de loi ou du règlement Description	Date d'expiration du délai	État
1	LSST / 51(9) L'employeur ne forme pas de façon adéquate les travailleurs afin de faire en sorte qu'ils aient les habiletés et les connaissances requises pour accomplir de façon sécuritaire le travail qui leur est confié, ce qui peut occasionner des risques de blessures advenant la réalisation de tâches pour lesquelles ces derniers n'ont pas reçu tous les éléments de santé et sécurité dans le cadre de leur formation.	2022-05-15	Non commencée
2	RSST / 72 L'entreposage et la manutention des matières dangereuses n'est pas effectué de façon à prévenir le renversement ou l'allumage accidentel de celles-ci.	2022-05-15	Non commencée
3	LSST / 51(1) L'établissement sur lequel l'employeur a autorité n'est pas équipé et aménagé de façon à assurer la protection des travailleurs en ce que les zones d'entreposage des matières dangereuses ne sont pas protégées ou aménagées afin de limiter le risque de choc par un équipement de manutention. Il y a un risque de déversement.	2022-05-15	Non commencée
4	LSST / 51(5) Il n'y a pas de méthodes et techniques visant à identifier, à contrôler et à éliminer les risques pouvant affecter la santé et la sécurité du travailleur puisque l'employeur n'encadre pas quels ÉPI doivent être portés lors de l'utilisation des matières corrosives . Il y a un risque de brûlures chimiques	2022-05-15	Non commencée
5	LSST / 51(5) Il n'y a pas de méthodes et techniques visant à identifier, à contrôler et à éliminer les risques pouvant affecter la santé et la sécurité du travailleur puisque l'employeur n'encadre pas le contrôle et la récupération d'un déversement accidentel d'une matière dangereuse . Il y a un risque d'incendie .	2022-05-15	Non commencée

Une personne qui s'estime lésée par un ordre ou une décision d'un inspecteur peut présenter une demande de révision dans un délai de 10 jours. Un formulaire *Demande de révision* est disponible au cnesst.gouv.qc.ca/sst. Il est à noter que même si une telle demande est soumise, l'ordre ou la décision prend effet immédiatement (LSST, art.191).

AVIS DE CORRECTION

Dossiers d'intervention	Date du rapport	Numéro du rapport
DPI4344390	21 mars 2022	RAP1379195

Dérogations

Le délai de l'avis de correction expire à la date indiquée à 23:59 heures.

Vous êtes obligé d'apporter dans le délai prescrit des corrections aux dérogations suivantes :

Employeur visé	Numéro
Brasserie La Souche - Stoneham inc.	

N°	Code de loi ou du règlement / Article de loi ou du règlement Description	Date d'expiration du délai	État
6	LSST / 51(5) Il n'y a pas de méthodes et techniques visant à identifier, à contrôler et à éliminer les risques pouvant affecter la santé et la sécurité du travailleur puisque l'employeur ne dispose pas du matériel nécessaire au contrôle et la récupération d'un déversement accidentel d'une matière dangereuse . Il y a un risque d'incendie .	2022-05-15	Non commencée
7	RSST / 45.1, al.2 L'employeur ne possède pas et ne met pas en application un programme de protection respiratoire conformément à la norme CSA Z94.4-93 Choix, entretien et utilisation des respirateurs.	2022-05-15	Non commencée
8	LSST / 51(11) L'employeur ne fournit pas gratuitement les moyens et équipements de protection individuels déterminés par le règlement	2022-05-15	Non commencée
9	RSST / 45(2) Les travailleurs ayant à porter un équipement de protection respiratoire n'ont pas subi d'essais d'ajustement, comme requis par la norme Choix, entretien et utilisation des respirateurs, CSA Z94.4-93.	2022-05-15	Non commencée
10	RSST / 245(5) Le chariot élévateur n'est pas inspecté et entretenu conformément aux instructions du fabricant ou à des normes offrant une sécurité équivalente.	2022-05-15	Non commencée
11	RSST / 266 Les pignons de chaîne des installations d'un convoyeur se trouvant à 2,1 mètres ou moins au-dessus du plancher ou de la plate-forme de travail n'est pas protégé(e).	2022-05-15	Non commencée
12	RSST / 182 La machine de remplissage des canettes n'est pas munie d'un protecteur complet ou d'un dispositif de protection isolant l'accès à la zone dangereuse formée par la station de refermement des canettes.	2022-05-15	Non commencée

Une personne qui s'estime lésée par un ordre ou une décision d'un inspecteur peut présenter une demande de révision dans un délai de 10 jours. Un formulaire *Demande de révision* est disponible au cnesst.gouv.qc.ca/sst. Il est à noter que même si une telle demande est soumise, l'ordre ou la décision prend effet immédiatement (LSST, art.191).

AVIS DE CORRECTION

Dossiers d'intervention	Date du rapport	Numéro du rapport
DPI4344390	21 mars 2022	RAP1379195

Dérogations

Le délai de l'avis de correction expire à la date indiquée à 23:59 heures.

Vous êtes obligé d'apporter dans le délai prescrit des corrections aux dérogations suivantes :

Employeur visé	Numéro
Brasserie La Souche - Stoneham inc.	

N°	Code de loi ou du règlement / Article de loi ou du règlement Description	Date d'expiration du délai	État
13	LSST / 51(1) L'établissement n'est pas équipé et aménagé de façon à assurer la protection des travailleurs puisque de l'entreposage de palettes et un poste de travail est aménagé sur une mezzanine construite sans égard de sa capacité de charge. Il y a un risque d'effondrement.	2022-05-15	Non commencée
14	LSST / 51(1) LSST;51.1;L'établissement n'est pas équipé et aménagé de façon à assurer la protection des travailleurs puisque les capacités d'entreposage des alvéoles des paletiers sont inconnues. Il y a un risque de surcharge menant à l'effondrement de l'alvéole.	2022-05-15	Non commencée
15	RSST / 182 La machine mélangeur dans la cuisine n'est pas munie d'un protecteur complet ou d'un dispositif de protection isolant l'accès à la zone dangereuse formée par le bras mélangeur en mouvement.	2022-05-15	Non commencée

Une personne qui s'estime lésée par un ordre ou une décision d'un inspecteur peut présenter une demande de révision dans un délai de 10 jours. Un formulaire *Demande de révision* est disponible au cnesst.gouv.qc.ca/sst. Il est à noter que même si une telle demande est soumise, l'ordre ou la décision prend effet immédiatement (LSST, art.191).

ANNEXE

Distribution des copies

En vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, des copies du présent rapport seront distribuées aux personnes et organismes suivants (selon l'article 183) :

- représentant à la prévention
- employeur
- maître d'œuvre
- association accréditée
- comité de chantier
- comité de santé et de sécurité
- directeur de la santé

LSST, art. 183

L'inspecteur communique le résultat de son enquête ou de son inspection à l'employeur, à l'association accréditée, au comité de chantier, au comité de santé et de sécurité, au représentant à la prévention et au directeur de la santé publique; il leur transmet, le cas échéant, copie de l'avis de correction.

Lorsqu'il n'existe pas de comité, l'employeur doit afficher une copie de l'avis de correction et des décisions dans autant d'endroits visibles et facilement accessibles aux travailleurs qu'il est raisonnablement nécessaire pour assurer leur information.

Liste des lois et règlements mentionnés dans le rapport

LSST	Loi sur la santé et la sécurité du travail (RLRQ., chapitre S-2.1)
RSST	Règlement sur la santé et la sécurité au travail (R.R.Q., c. S-2.1, r.13)

Pour nous rejoindre

cnesst.gouv.qc.ca/sst

Service de la prévention-inspection
Capitale-Nationale
425, rue du Pont
C. P. 4900, succ. Terminus
Québec (Québec) G1K 7S6
Téléc. : 418 266-4110

Pour plus de renseignements, nous vous invitons à communiquer avec un de nos préposés aux renseignements du Centre de relations clients au numéro 1 844 838-0808



SALLE MÉCANIQUE

SALLE DE
MÉCANIQUE

EXTINCTEUR





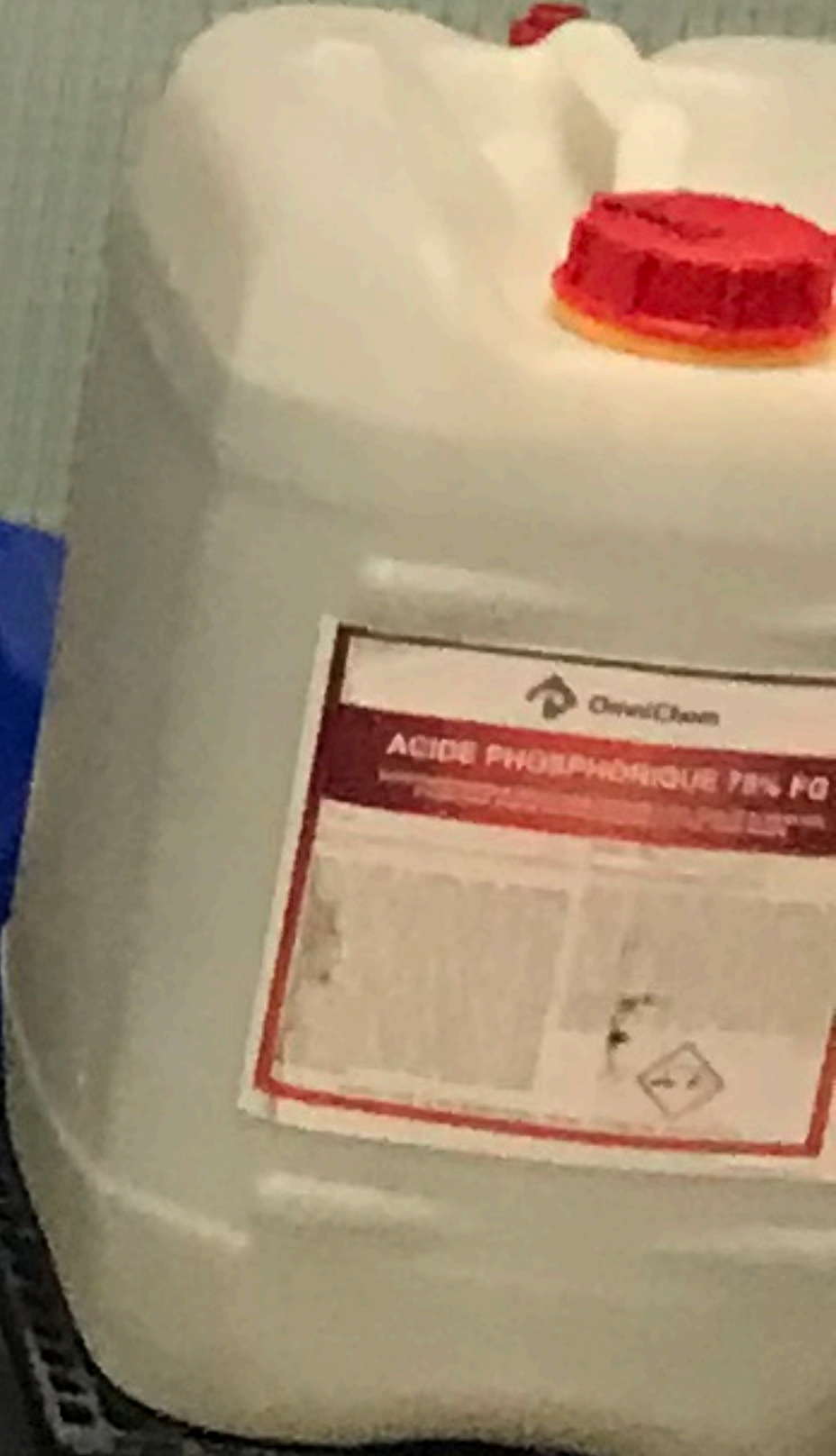
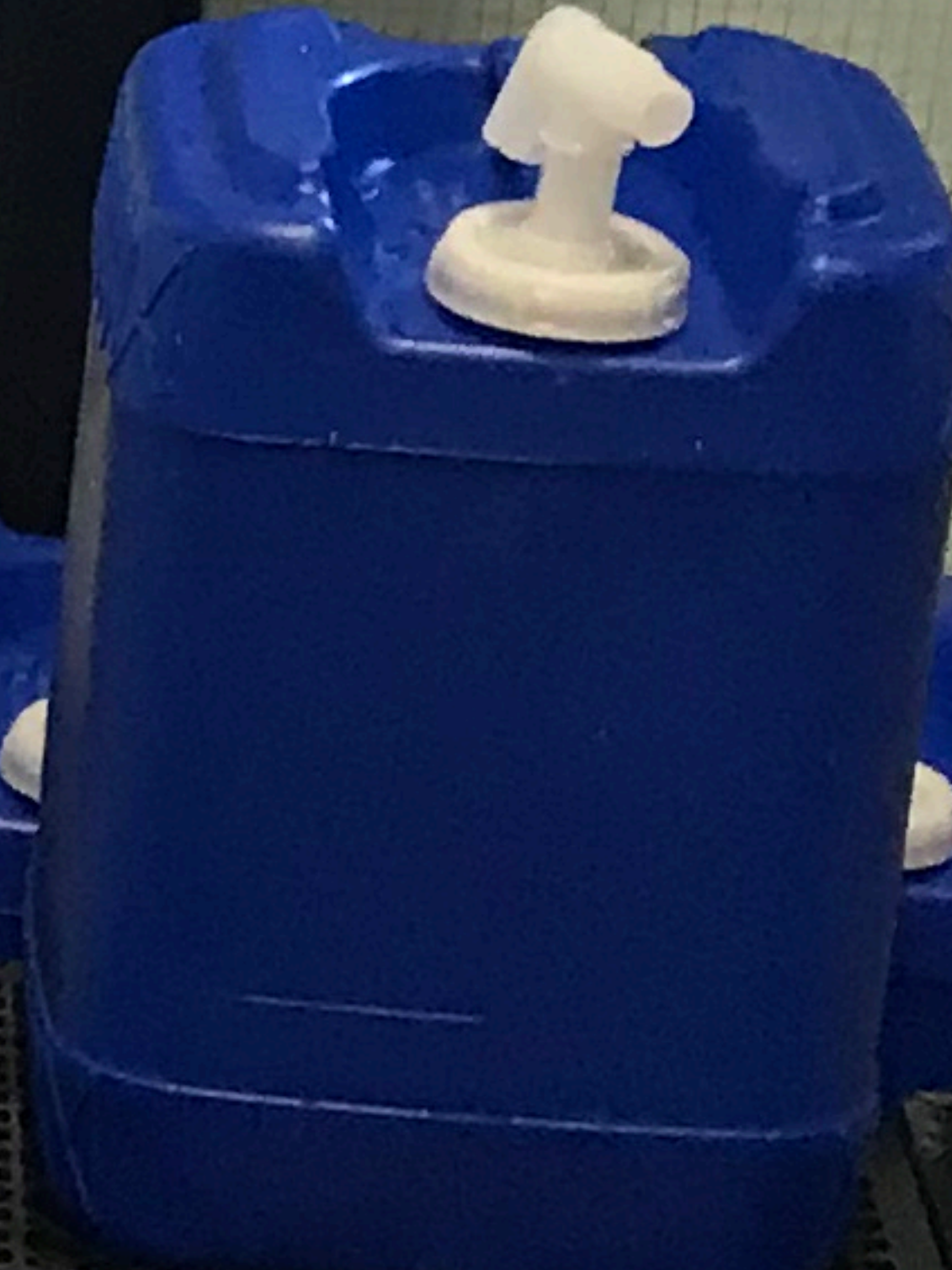
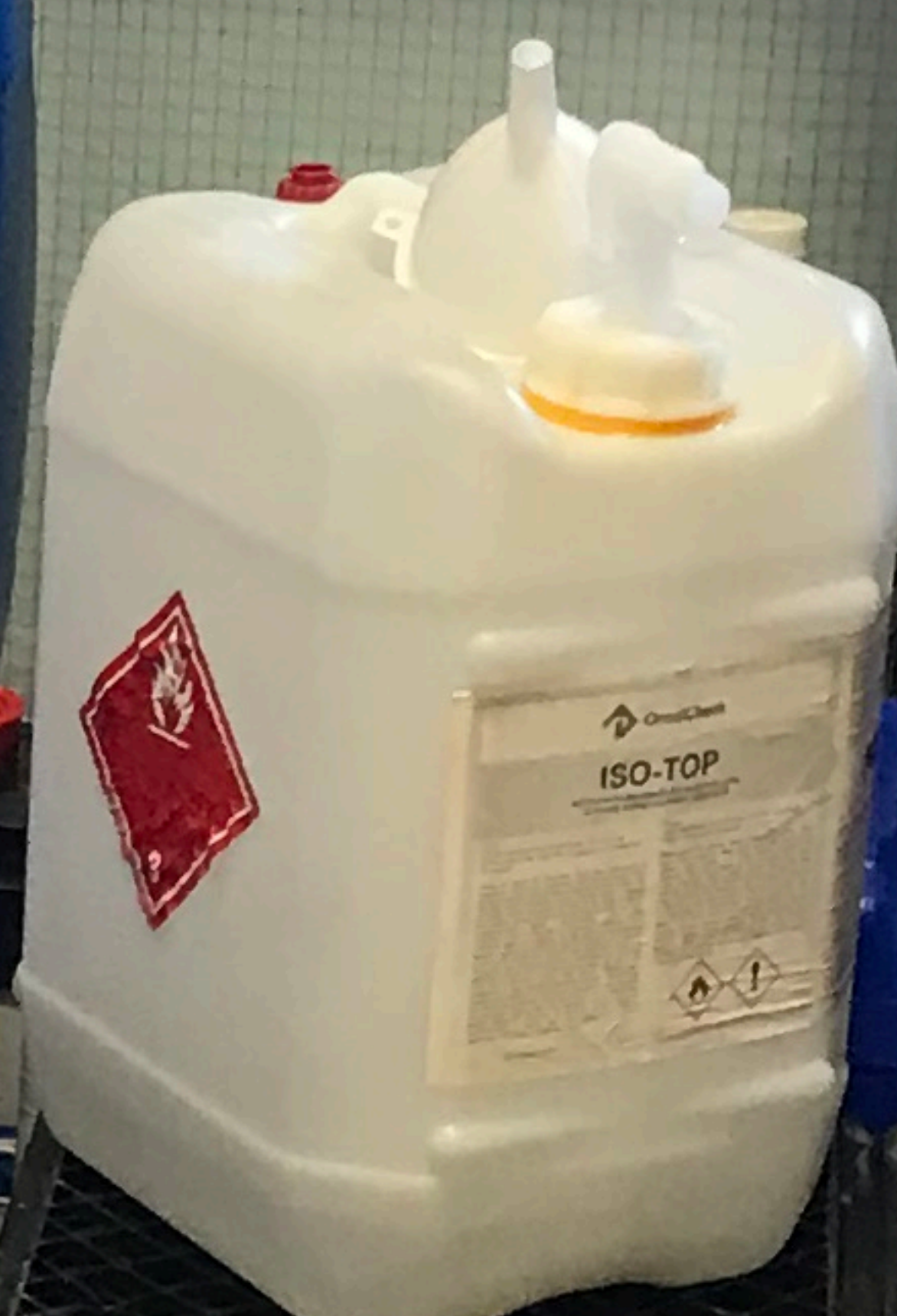
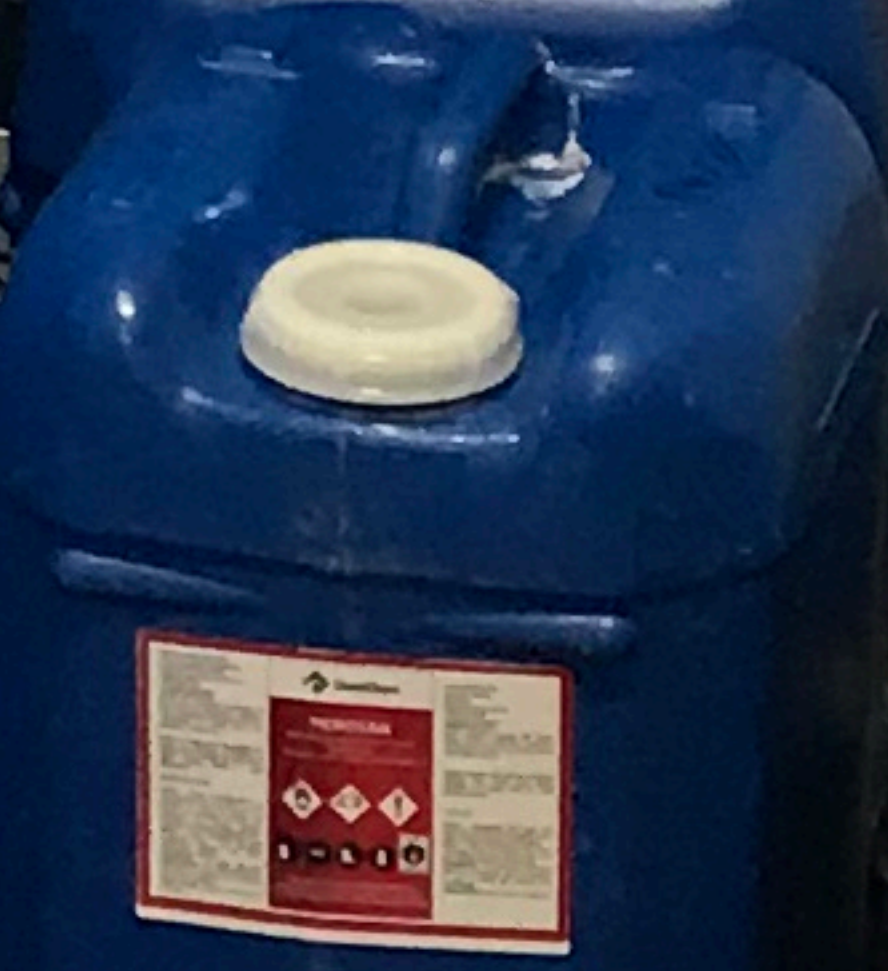
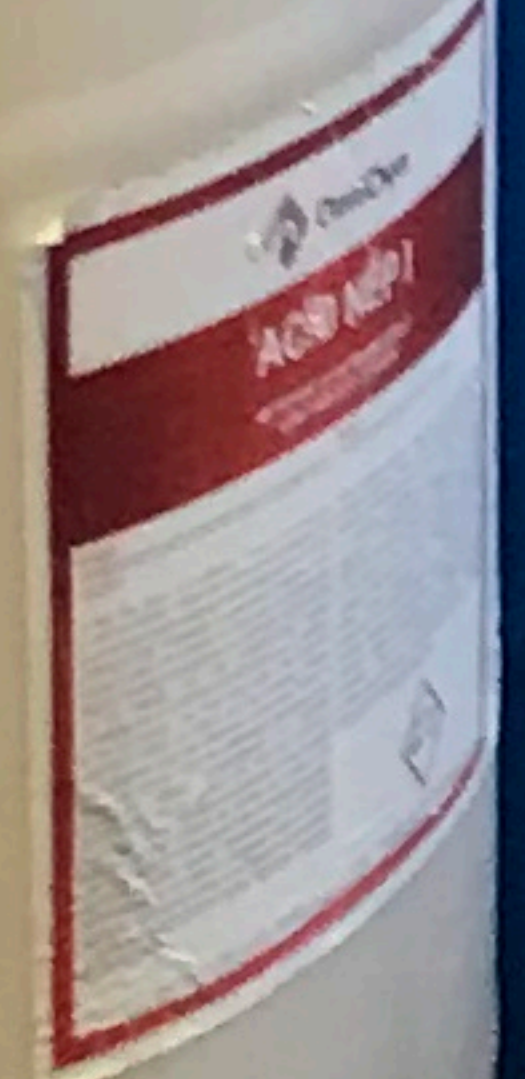
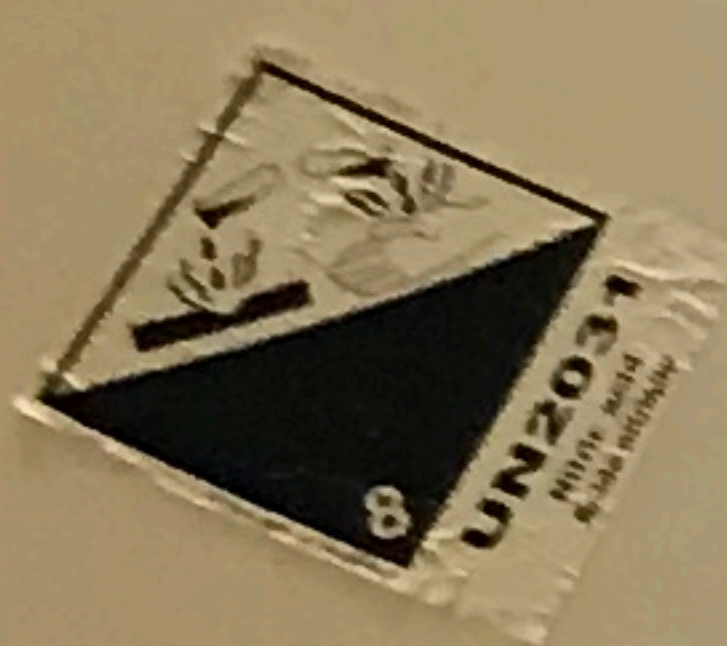






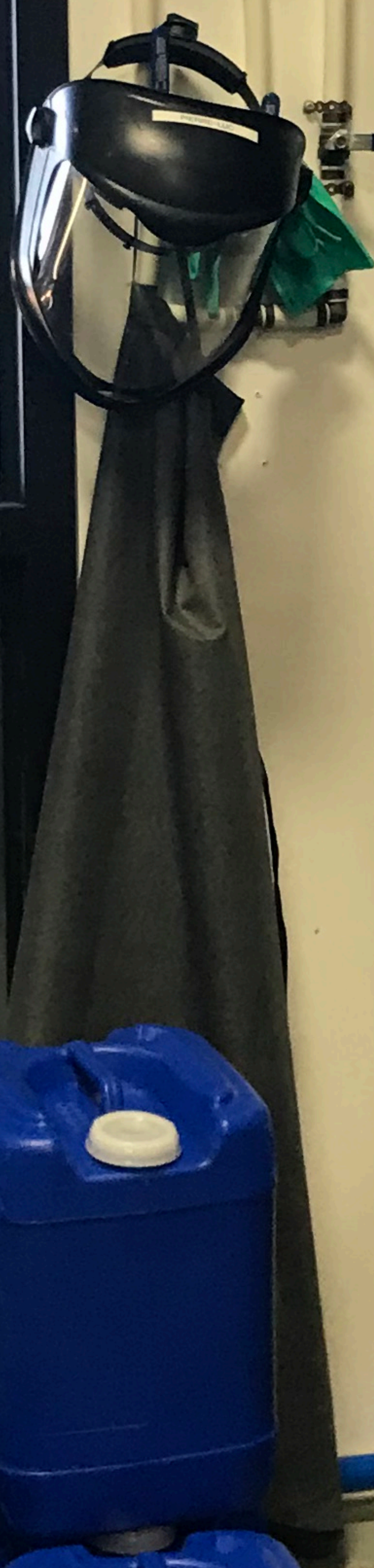
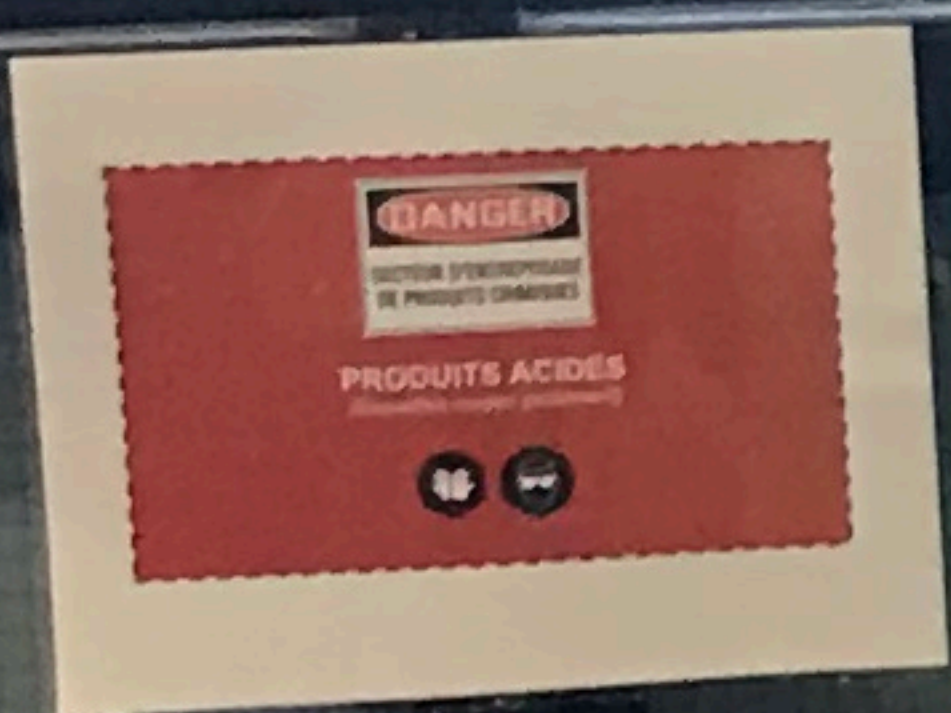
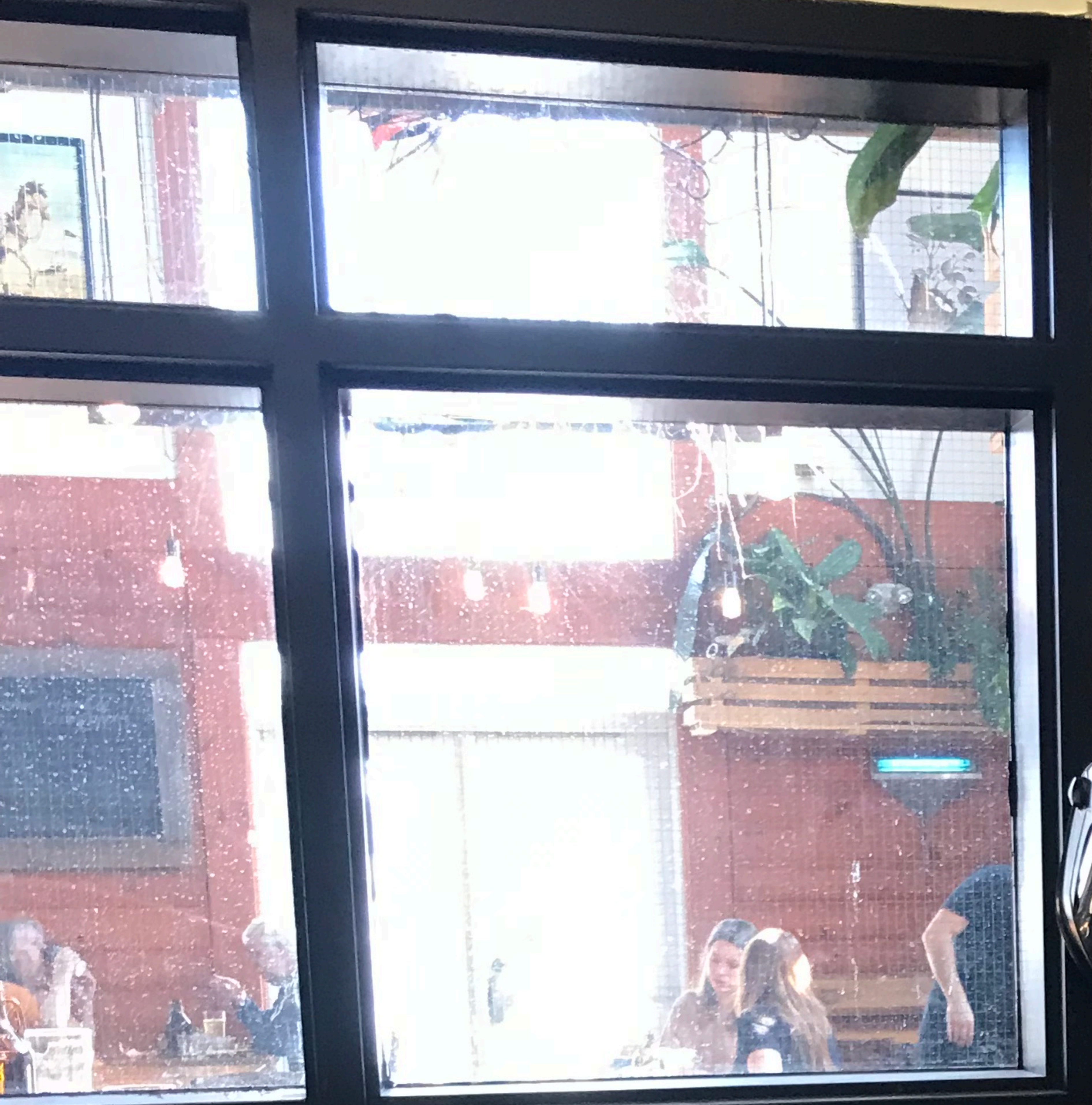


Acid No. 1
211006-2



49/16

**ZONE
FABRICATION**







MAIN SWITCH

WARNING
DISCONNECT POWER
BEFORE ENTERING

CAUTION
MORE THAN ONE
VOLTAGE MAY DRAWING



cask

global canning solutions

CG7



MAIN SWITCH

WARNING
DISCONNECT POWER
BEFORE ENTERING

CAUTION
MORE THAN ONE
VOLTAGE USE DRAWINGS

 **cask**
global canning solutions

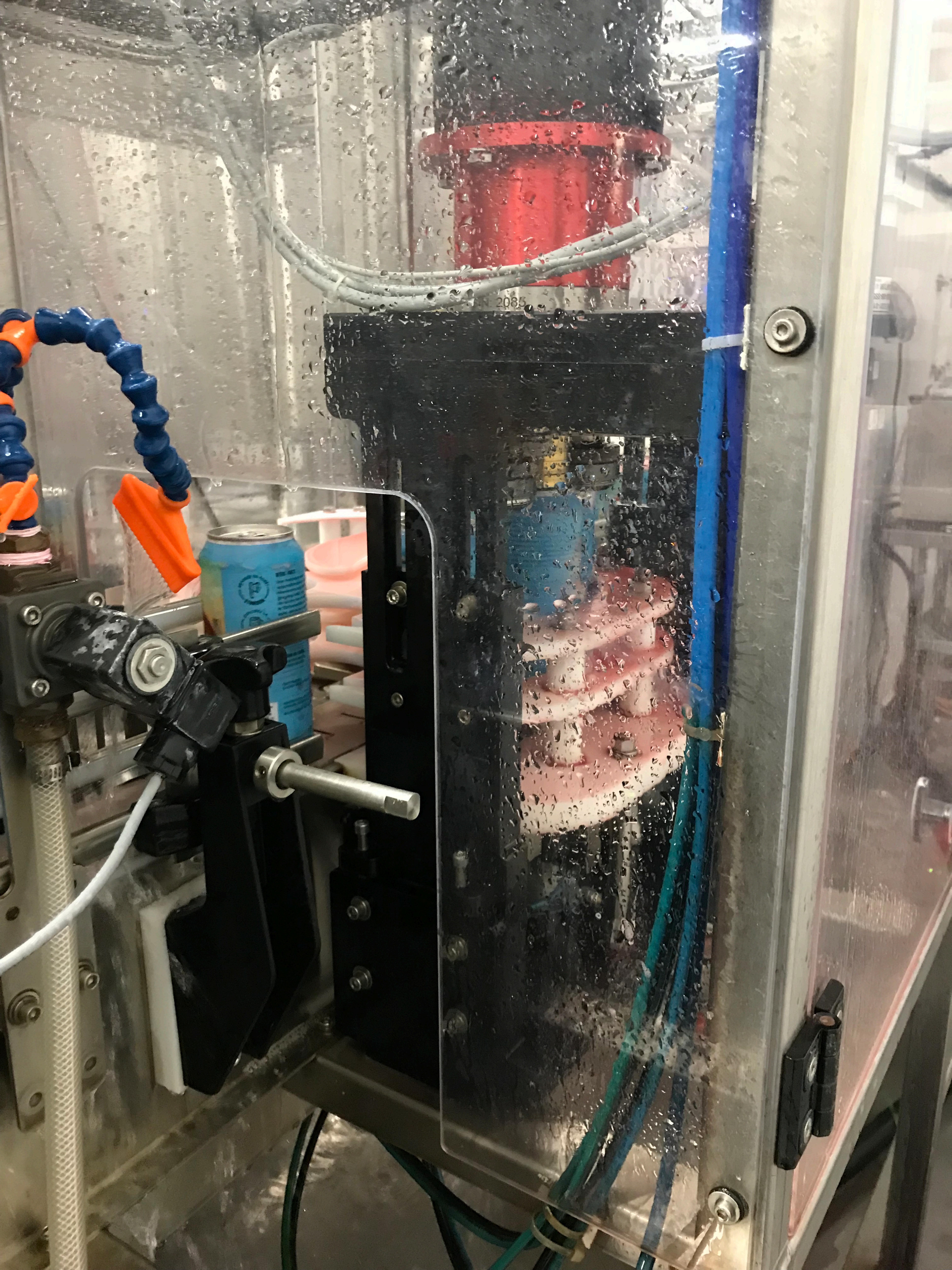
CG7



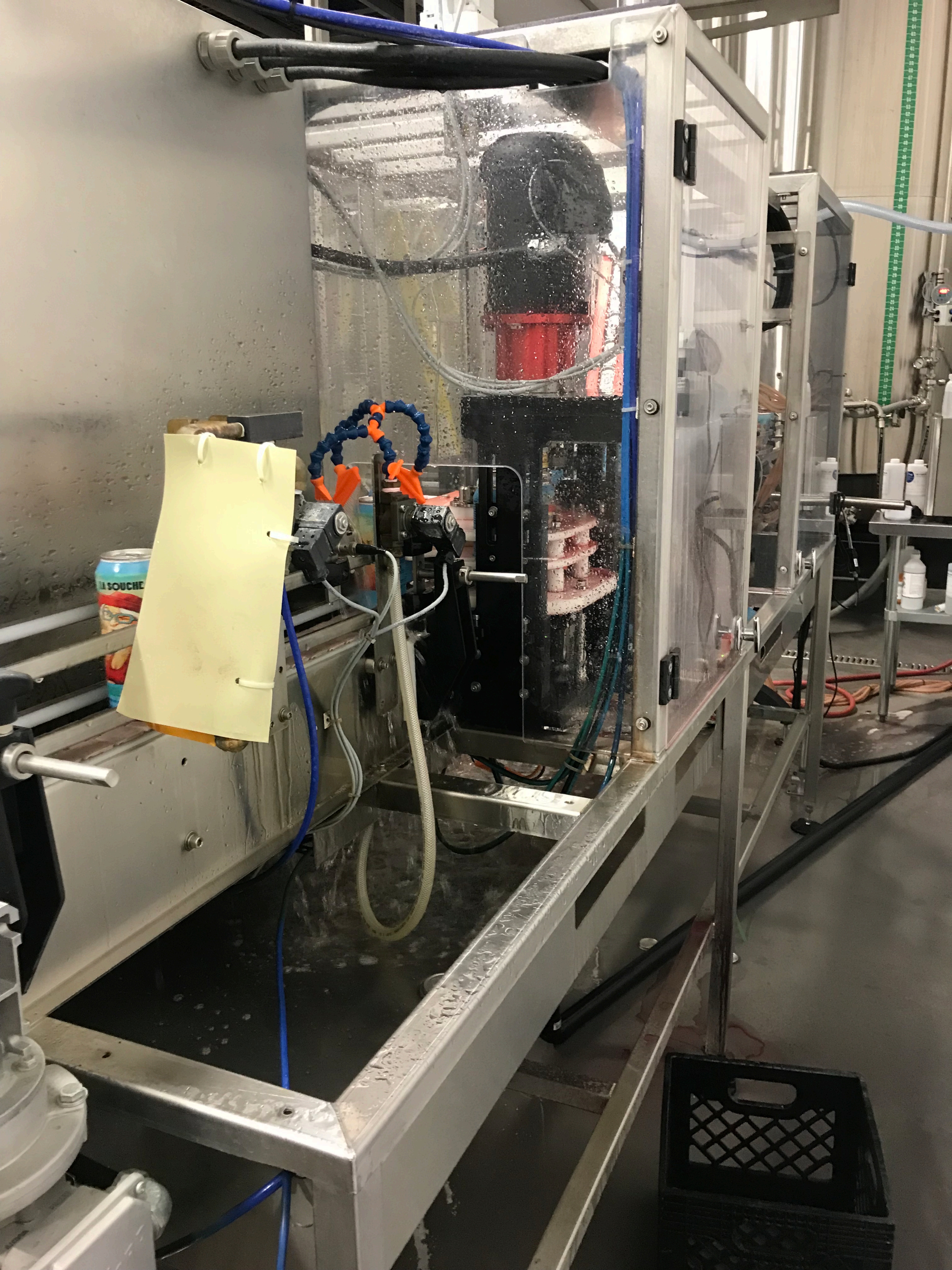


WARNING
DISCONNECT POWER
BEFORE ENTERING

PINNACLE















robot coupe®

Pulse

On

Off



R 901 Series D

3 1/2 Qt

Robot Coupe USA, Inc. 483 South Center St., Englewood, CO 80150 (303) 751-1000





PEROXAN

Section 1. Identification

Identificateur de produit : PEROXAN
Autres moyens d'identification : Non disponible.
Type de produit : Liquide.
Utilisations identifiées : Assainissant à l'acide peracétique.

Information sur la dilution du produit : 0.1 à 5.0%

Fournisseur/Fabriquant : OmniChem
12205 April St
Montréal, Québec
Canada H1B 5M3
Tél : 1-(514) 645-6199
Fax : 1-(514) 645-6299
Courriel : info@omnichem.ca

Numéro de téléphone à composer en cas d'urgence (indiquer les heures de service) : CANUTEC: +1-613-996-6666 ou *666 (cellulaire)

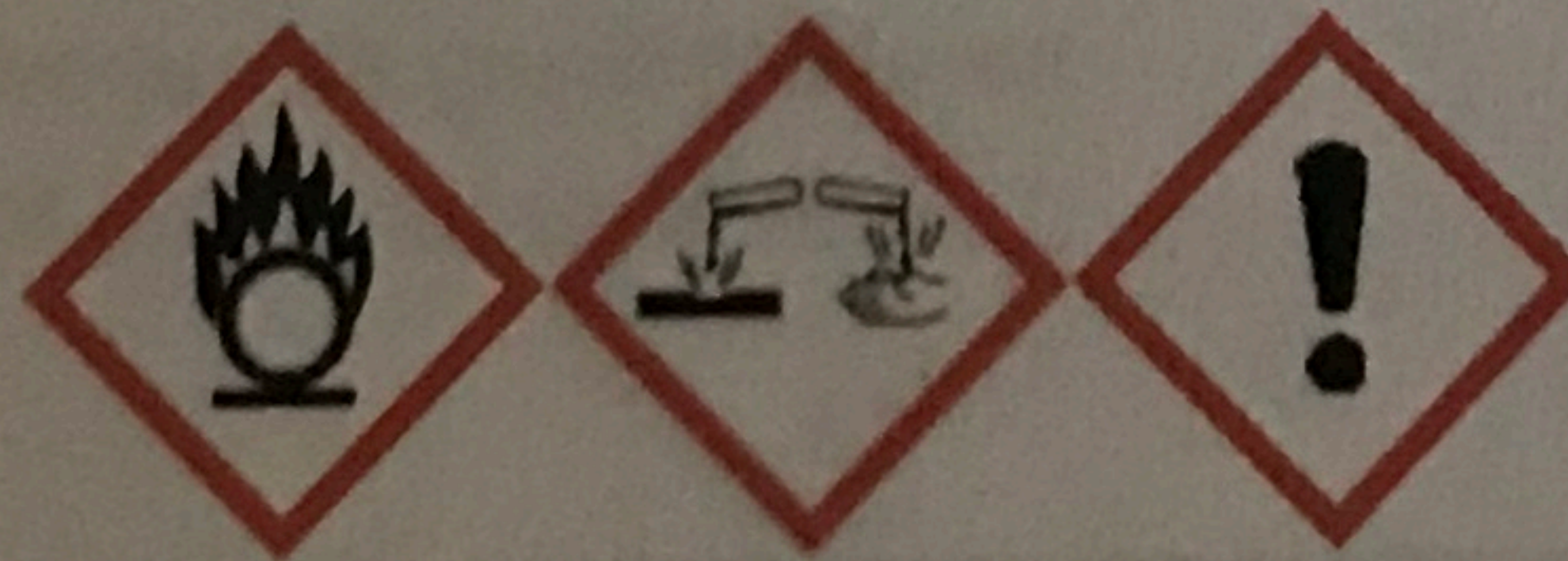
Section 2. Identification des dangers

Classement de la substance ou du mélange : LIQUIDES COMBURANTS - Catégorie 3
TOXICITÉ AIGUË (orale) - Catégorie 4
CORROSION CUTANÉE - Catégorie 1
LÉSIONS OCULAIRES GRAVES - Catégorie 1
TOXICITÉ POUR CERTAINS ORGANES CIBLES - EXPOSITION UNIQUE (Irritation des voies respiratoires) - Catégorie 3

Produit à la DILUTION RECOMMANDÉE

: TOXICITÉ AIGUË (orale) - Catégorie 4

Éléments d'étiquetage SGH
Pictogrammes de danger



Mention d'avertissement : Danger

Mentions de danger

: H272 - Peut aggraver un incendie; comburant.
H302 - Nocif en cas d'ingestion.

H314 - Provoque de graves brûlures de la peau et de graves lésions des yeux. H335 - Peut irriter les voies respiratoires.

Section 4. Premiers soins

Description des premiers soins nécessaires

Contact avec les yeux

: Consulter un médecin immédiatement. Appeler un centre antipoison ou un médecin. Rincer immédiatement les yeux à grande eau, en soulevant de temps en temps les paupières supérieures et inférieures. Vérifier si la victime porte des verres de contact et dans ce cas, les lui enlever. Continuer à rincer pendant au moins 20 minutes. Les brûlures chimiques doivent être traitées rapidement par un médecin.

Inhalation

: Consulter un médecin immédiatement. Appeler un centre antipoison ou un médecin. Transporter la victime à l'extérieur et la maintenir au repos dans une position où elle peut confortablement respirer. Si l'on soupçonne que des fumées sont encore présentes, le sauveteur devra porter un masque adéquat ou un appareil de protection respiratoire autonome. En l'absence de respiration, en cas de respiration irrégulière ou d'arrêt respiratoire, il faut que du personnel qualifié administre la respiration artificielle ou de l'oxygène. Le bouche-à-bouche peut se révéler dangereux pour la personne portant secours. Si la personne est inconsciente, la placer en position de rétablissement et consulter un médecin immédiatement. Assurez-vous d'une bonne circulation d'air. Détacher tout ce qui pourrait être serré, comme un col, une cravate, une ceinture ou un ceinturon.

Contact avec la peau

: Consulter un médecin immédiatement. Appeler un centre antipoison ou un médecin. Rincer la peau contaminée avec beaucoup d'eau. Laver abondamment à l'eau les vêtements contaminés avant de les retirer, ou porter des gants. Continuer à rincer pendant au moins 20 minutes. Les brûlures chimiques doivent être traitées rapidement par un médecin. Laver les vêtements avant de les réutiliser. Laver soigneusement les chaussures avant de les remettre.

Ingestion

: Consulter un médecin immédiatement. Appeler un centre antipoison ou un médecin. Laver la bouche avec de l'eau. Enlever les prothèses dentaires s'il y a lieu. Transporter la victime à l'extérieur et la maintenir au repos dans une position où elle peut confortablement respirer. En cas d'ingestion de la matière et si la personne exposée est consciente, lui donner de petites quantités d'eau à boire. Arrêter si la personne se sent malade car des vomissements peuvent être dangereux. Ne pas faire vomir sauf indication contraire émanant du personnel médical. En cas de vomissements, garder la tête basse d'éviter la pénétration du vomi dans les poumons. Les brûlures chimiques doivent être traitées rapidement par un médecin. Ne rien faire ingérer à une personne inconsciente. Si la personne est inconsciente, la placer en position de rétablissement et consulter un médecin immédiatement. Assurez-vous d'une bonne circulation d'air. Détacher tout ce qui pourrait être serré, comme un col, une cravate, une ceinture ou un ceinturon.

Symptômes et effets les plus importants, qu'ils soient aigus ou retardés

Effets aigus potentiels sur la santé

Contact avec les yeux

: Provoque de graves lésions des yeux.

Inhalation

: Peut irriter les voies respiratoires.

Contact avec la peau

: Provoque de graves brûlures.

Ingestion

: Nocif en cas d'ingestion.

Signes/symptômes de surexposition

Contact avec les yeux

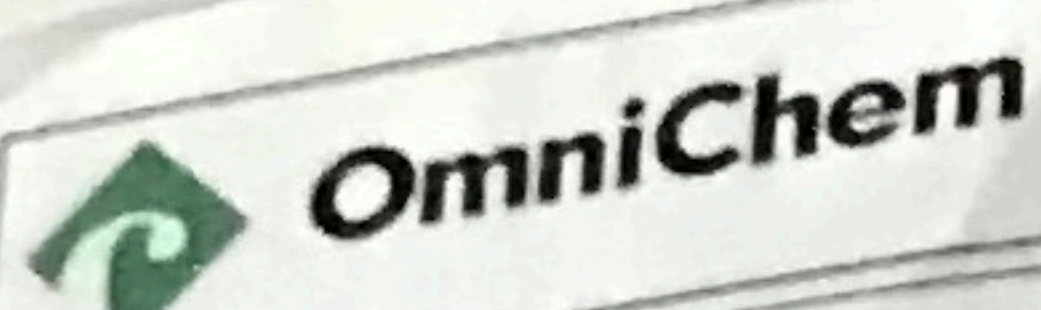
: Les symptômes néfastes peuvent éventuellement comprendre ce qui suit :
Douleur ou irritation
Larmolement
Rougeur

Inhalation

: Les symptômes néfastes peuvent éventuellement comprendre ce qui suit : irritation des voies respiratoires
toux

Contact avec la peau

: Les symptômes néfastes peuvent éventuellement comprendre ce qui suit : douleur
irritation
rougeur
la formation d'ampoules peut éventuellement apparaître



Section 2. Identification des dangers

Conseils de prudence Prévention

- : P280 - Porter des gants de protection. Porter une protection oculaire ou faciale.
- Porter des vêtements de protection.
- P210 - Tenir loin de la chaleur, des surfaces chaudes, des étincelles, des flammes nues et d'autres sources d'inflammation. Défense de fumer.
- P220 - Tenir à l'écart des vêtements et d'autres matières combustibles.
- P271 - Utiliser seulement en plein air ou dans un endroit bien ventilé.
- P273 - Éviter le rejet dans l'environnement.
- P261 - Ne pas respirer les vapeurs.
- P270 - Ne pas manger, boire ou fumer en manipulant ce produit.
- P264 - Se laver les mains soigneusement après manipulation.

Intervention

- : P391 - Recueillir le produit répandu.
- 304 + P340 + P310 - EN CAS D'INHALATION: Transporter la personne à l'extérieur et la maintenir dans une position où elle peut confortablement respirer. Appeler immédiatement un CENTRE ANTIPOISON ou un médecin.
- P301 + P310 + P330 + P331 - EN CAS D'INGESTION: Appeler immédiatement un CENTRE ANTIPOISON ou un médecin. Rincer la bouche. Ne PAS faire vomir.
- P303 + P361 + P353 + P363 + P310 - EN CAS DE CONTACT AVEC LA PEAU (ou les cheveux): Enlevés immédiatement tous les vêtements contaminés. Rincer la peau avec de l'eau. Laver les vêtements contaminés avant réutilisation. Appeler immédiatement un CENTRE ANTIPOISON ou un médecin.
- P305 + P351 + P338 + P310 - EN CAS DE CONTACT AVEC LES YEUX: Rincer avec précaution à l'eau pendant plusieurs minutes. Enlever les lentilles de contact si la victime en porte et si elles peuvent être facilement enlevées. Continuer à rincer. Appeler immédiatement un CENTRE ANTIPOISON ou un médecin.

Stockage Élimination

- : Entreposer dans un endroit approprié.
- P501 - Éliminer le contenu et le récipient conformément à toutes les réglementations locales, régionales, nationales et internationales.

Autres dangers qui ne donnent pas lieu à une classification /DSNCA/DPNCA

: Aucun connu

Produit à la DILUTION RECOMMANDÉE

Déclaration sur la sécurité

Prévention
Intervention
Stockage

- Se laver les mains soigneusement après manipulation.
- Consulter un médecin en cas de malaise.
- Entreposer dans un endroit approprié.

Section 3. Composition/information sur les ingrédients

- Substance/préparation : Mélange
- Autres moyens d'identification : Non disponible.
- Numéro CAS / autres identificateurs uniques
- Numéro CAS : Non applicable.
- Code du produit : Non disponible.

Nom des ingrédients	% (p/p)	Numéro CAS
Peroxyde d'hydrogène	25 - 40	7722-84-1
Acide acétique	5 - 15	64-19-7
Acide peroxyacétique	5 - 10	79-21-0

Produit à la DILUTION RECOMMANDÉE

Déclaration sur la sécurité

Aucun effet important ou danger critique connu.

Dans l'état actuel des connaissances du fournisseur et dans les concentrations d'application, aucun autre ingrédient présent n'est classé comme dangereux pour la santé ou l'environnement, et donc nécessiterait de figurer dans cette section. Les limites d'exposition professionnelle, quand elles sont disponibles, sont énumérées à la section 8.

Section 6. Mesures à prendre en cas de déversement accidentel

Méthodes et matériaux pour le confinement et le nettoyage

Petit déversement

: Arrêter la fuite si cela ne présente aucun risque. Écarter les conteneurs de la zone de déversement. Diluer avec de l'eau et éponger si la matière est soluble dans l'eau. Sinon, ou si la matière est insoluble dans l'eau, absorber avec un matériau sec inerte et placer dans un conteneur à déchets approprié. Éliminer par l'intermédiaire d'une entreprise spécialisée autorisée.

Grand déversement

: Arrêter la fuite si cela ne présente aucun risque. Écarter les conteneurs de la zone de déversement. Utiliser des outils à l'épreuve des étincelles et du matériel à l'épreuve des explosions. S'approcher des émanations dans la même direction que le vent. Empêcher la pénétration dans les égouts, les cours d'eau, les sous-sol ou les zones confinées. Ne pas absorber dans la sciure ni autre matière combustible. Il peut exister un risque de feu lorsque ce produit sèche. Éliminer les déversements dans une station de traitement des effluents ou procéder de la façon suivante.

Contenir les fuites et les ramasser à l'aide de matières absorbantes non combustibles telles que le sable, la terre, la vermiculite, la terre à diatomées. Les placer ensuite dans un récipient pour élimination conformément à la réglementation locale (voir Section 13). La substance déversée peut être neutralisée avec du carbonate de sodium, du bicarbonate de sodium ou de l'hydroxyde de sodium.

Éliminer par l'intermédiaire d'une entreprise spécialisée autorisée. Le matériel absorbant contaminé peut poser le même danger que le produit déversé. Nota: Voir section 1 pour de l'information relative aux urgences et voir section 13 pour l'élimination des déchets.

Produit à la DILUTION RECOMMANDÉE

Précautions individuelles,
équipements de protection et
mesures d'urgence

Voir les mesures de protection aux chapitres 7 et 8.

Précautions
environnementales

aucunes précautions spéciales pour l'environnement requises en cas de déversement.

Méthodes et matériaux pour le
confinement et le nettoyage

Arrêter la fuite si cela ne présente aucun risque. Contenir les fuites et les ramasser à l'aide de matières absorbantes non combustibles telles que le sable, la terre, la vermiculite, la terre à diatomées. Les placer ensuite dans un récipient pour élimination conformément à la réglementation locale (voir Section 13).

Section 7. Manutention et stockage

Précautions relatives à la sûreté en matière de manutention

Mesures de protection

: Revêtir un équipement de protection individuelle approprié (voir Section 8). Éviter tout contact avec les yeux, la peau et les vêtements. Éviter de respirer les vapeurs ou le brouillard. Ne pas ingérer. Éviter le rejet dans l'environnement. Si au cours d'une utilisation normale, la substance présente un danger respiratoire, une ventilation adéquate ou le port d'un appareil respiratoire est obligatoire. Garder dans le contenant d'origine ou dans un autre contenant de substitution homologué fabriqué à partir d'un matériau compatible. Conserver dans des récipients étiquetés appropriés selon l'évolution des gaz, les conteneurs insuffisamment aérés peuvent éclater sous l'effet de la pression. Tenir à l'écart des bases fortes et agents de blanchiment ou autres produits chlorés. Les conteneurs vides retiennent des résidus de produit et peuvent présenter un danger. Ne pas réutiliser ce conteneur.

Conseils sur l'hygiène générale au travail

: Il est interdit de manger, boire ou fumer dans les endroits où ce produit est manipulé, entreposé ou traité. Les personnes travaillant avec ce produit doivent se laver les mains et la figure avant de manger, boire ou fumer. Consulter également la Section 8 pour d'autres renseignements sur les mesures d'hygiène.

Section 4. Premiers soins

Ingestion

Les symptômes néfastes peuvent éventuellement comprendre ce qui suit : douleurs stomacales

Mention de la nécessité d'une prise en charge médicale immédiate ou d'un traitement spécial, si nécessaire

Note au médecin traitant

Traitements particuliers
Protection des sauveteurs

Traitement symptomatique requis. Contacter le spécialiste en traitement de poison immédiatement si de grandes quantités ont été ingérées ou inhalées.
Pas de traitement particulier.
Ne prendre aucune mesure impliquant un risque personnel ou en l'absence de formation adéquate. Si l'on soupçonne que des fumées sont encore présentes, le sauveteur devra porter un masque adéquat ou un appareil de protection respiratoire autonome. Le bouche-à-bouche peut se révéler dangereux pour la personne portant secours. Laver abondamment à l'eau les vêtements contaminés avant de les retirer, ou porter des gants.

Produit à l'usage externe
Contamination des yeux
Inhalation
Contamination de la peau
Ingestion

Rincer abondamment à l'eau.
Consulter un médecin immédiatement si des symptômes apparaissent.
Rincer abondamment à l'eau.
Rincer à l'eau. Consulter un médecin immédiatement si des symptômes apparaissent.

Voir l'information toxicologique section 11.

Section 5. Mesures à prendre en cas d'incendie

Moyens d'extinction

Agents extincteurs appropriés

Agents extincteurs inappropriés

Dangers spécifiques du produit

Employer un agent extincteur qui convient aux feux environnants.

Aucun danger.

Matière oxydante. Peut aggraver un incendie. L'eau du réseau d'extinction d'incendie qui a été contaminée par ce produit doit être conservée en milieu fermé et ne doit être déversée dans aucun voir d'eau, ni aucun égout ou conduit d'évacuation.

Produit de décomposition thermique dangereux

Les produits de décomposition peuvent éventuellement comprendre les substances suivantes :
dioxyde de carbone
monoxyde de carbone

Moyens spéciaux de protection pour les pompiers

Éviter les contaminants tels que la zone contaminée si elle ne présente aucun risque. Retrait des contenants exposés au feu. Rincer avec un jet d'eau pulvérisée.

Équipement de protection individuelle à porter par le personnel exposé à la zone contaminée

Il est impératif que les pompiers portent un équipement de protection adéquat, tels qu'un appareil respiratoire autonome, PCA, gants, d'un masque contre les gaz et pression positive.

Section 6. Mesures à prendre en cas de déversement accidentel

Moyens d'extinction, traitement et nettoyage en cas d'urgence

Risque à personnel non entraîné ou vulnérable

Ne prendre aucune mesure impliquant un risque personnel ou en l'absence de formation adéquate. Éviter les contaminants tels que la zone contaminée si elle ne présente aucun risque. Retrait des contenants exposés au feu. Rincer avec un jet d'eau pulvérisée. Ne pas utiliser de matériel de nettoyage approprié. Ne pas utiliser de matériel de nettoyage approprié.

Nettoyage en cas d'urgence

Si des déversements accidentels ont lieu, ne pas utiliser de matériel de nettoyage approprié. Éviter les contaminants tels que la zone contaminée si elle ne présente aucun risque. Retrait des contenants exposés au feu. Rincer avec un jet d'eau pulvérisée. Ne pas utiliser de matériel de nettoyage approprié.

Nettoyage
Nettoyage

Si des déversements accidentels ont lieu, ne pas utiliser de matériel de nettoyage approprié. Éviter les contaminants tels que la zone contaminée si elle ne présente aucun risque. Retrait des contenants exposés au feu. Rincer avec un jet d'eau pulvérisée. Ne pas utiliser de matériel de nettoyage approprié.

